

Pas un pas en arrière

Les augures en seront pour leurs frais d'imagination. Les accords contractuels avec l'Allemagne de Bonn et le traité d'organisation de l'armée européenne seront signés bientôt, sans doute le 14 mai, comme si la note russe du 10 mars n'avait jamais été écrite.

Les raisons politiques.

L'argument qui a convaincu les députés du Bundestag c'est que si les Soviets veulent réellement — ce qui n'est pas sûr d'ailleurs — empêcher l'inclusion de l'Allemagne Occidentale dans le bloc atlantique ils y mettront un prix plus élevé lorsqu'ils se trouveront devant un fait accompli — ajourner la conclusion des accords serait leur fournir un succès à bon compte. — C'est pourquoi l'opposition socialiste même a jugé prudent de battre en retraite.

Un autre argument a joué: il est de toute importance que le Général Eisenhower lorsqu'il rentrera le 1er juin pour la campagne présidentielle aux Etats-Unis, puisse faire état du succès de sa mission en Europe auprès des électeurs. Un échec des négociations, même un retard à leur conclusion enlèverait des chances au général au profit de Taft. Une victoire de Taft marquerait pour l'Allemagne et pour l'Europe un préjudice incalculable.

La garantie contre l'Allemagne.

Mais il n'y a pas que l'Allemagne en cause. On ne peut espérer une ratification des accords par le parlement français si une garantie n'est pas donnée que l'armée allemande de 400.000 hommes prévue pour l'armée européenne, ne pourra en aucun cas s'en détacher, au gré d'un futur gouvernement allemand. Acheson était très embarrassé pour trouver une formule adéquate.

D'autre part, on ne pouvait inscrire une clause discriminatoire contre l'Allemagne dans un pacte qui lui donne des droits égaux à ceux des autres partenaires. D'autre part on ne peut sans un vote spécial du Congrès donner une garantie qui engage à une action militaire quelconque les forces armées des Etats-Unis. Et sur ce point le Congrès est très jaloux de ses prérogatives.

La formule semble cependant être trouvée. Les accords contractuels et le plan d'armée européenne seront signés simultanément et seront liés en droit de telle façon qu'ils n'aurent de valeur que l'un par l'autre. Or, les Alliés se réservent dans les accords en question la faculté d'intervention en Allemagne au cas où s'élèveraient des circonstances de nature à en mettre en péril l'exécution. Si par exemple un gouvernement allemand non démocratique, rouge ou brun, prenait contrairement aux accords en vigueur des initiatives jugées dangereuses par l'un des co-signataires du pacte.

Ainsi un coup de force comme celui d'Hitler, en mars 1936, réoccupant militairement la Rhénanie, ne pourrait se renouveler. On ne peut évidemment tout prévoir, surtout à longue échéance et une garantie de ce genre n'a pas une valeur pratique absolue. Elle a cependant une valeur morale suffisante pour calmer de légitimes inquiétudes.

Par ailleurs, il ne semble pas que les Soviets aient beaucoup de hâte à changer de politique. Ils ont mis quelque temps à répondre au premier questionnaire des Alliés et ceux-ci en ont mis encore plus à rédiger une seconde réponse. Il ne faut pas en conclure déjà qu'il ne s'agissait que de propagande et d'ici la mi-mai d'autres manœuvres sont possibles. Un fait cependant à retenir: brusquement les services d'informations germano-russes ont inauguré une campagne en faveur de la constitution d'une armée allemande d'obédience communiste alors que jusqu'ici la pacifique République orientale devait renoncer à jamais au port de l'uniforme (celui de policier excepté). Une nouvelle armée satellite serait en projet qui s'opposerait au besoin à la formation d'en face. L'hypothèse que la note soviétique servirait de prétexte à une incorporation plus étroite de la zone d'occupation soviétique dans le système militaire des démocraties populaires pourrait se confirmer.

Les pourparlers de Pan Mun Jon.

Sur un autre plan les pourparlers de Pan Mun Jon qui pourront bientôt célébrer leur anniversaire en sont toujours au point mort. Réellement encore les négociateurs américains eux-mêmes annonçaient qu'un armistice pourrait être signé le 1er avril, puis le 1er mai, enfin au 1er juin. Aux dernières nouvelles le général Ridgway ne semble plus y croire. Nous avons toujours été sceptiques, mais il était difficile de s'inscrire en faux à l'égard de gens qui discutaient sur place. Leur bonne foi a-t-elle été surprise ou y a-t-il de l'autre côté du Pacifique aussi des manœuvres de propagande à l'usage interne? Ce qui est sûr, c'est que les Alliés ne pourront jamais admettre que l'U.R.S.S. fasse partie de la Commission de contrôle d'un armistice, ni obliger les prisonniers Nord-Coréens à regagner contre leur gré leurs anciens maîtres. Principes sur lesquels les communistes savent bien que les Etats-Unis ne transigeront à aucune condition. Il était d'ailleurs facile de prévoir lorsque les Soviets ont, en janvier à l'O.N.U., demandé que l'affaire coréenne soit transférée au jugement des grandes puissances, que les pourparlers sur place, entre militaires n'avaient pas grande chance d'aboutir.

L'expérience Pinay.

L'expérience politique et financière tentée en ce moment en France intéresse intensément l'opinion mondiale et c'est dans cette perspective que nous donnons notre avis: on s'accorde à penser qu'un échec serait pour l'avenir de l'Europe, un dangereux précédent. Or elle ne peut réussir que si ses objectifs ne dépassent pas les possibilités: Tout ce qu'on peut raisonnablement atteindre n'est pas une baisse profonde des prix mais une stabilisation à un niveau légèrement inférieur aux records atteints. Une déflation accentuée provoquerait une crise qu'on entend précisément éviter. D'autre part le budget français de plus de 3.500 milliards est absolument incompatible avec le niveau officiel du franc de 350 pour un dollar. A titre de comparaison le budget italien des dépenses de l'ordre de 2.200 milliards de lires, soit au taux actuel du marché libre 1.350 milliards de francs pour un revenu national de 6.000 milliards de notre monnaie soit un peu plus de la moitié du nôtre, est jugé tout juste supportable pour maintenir en Italie l'actuelle parité des changes (650 lires pour un dollar).

Il faudrait donc réduire notre budget de 2.600 milliards au maximum ce qui est hors de question. D'autre part notre système des prix est peu compressible. Chacun sait que si les salaires touchés par l'ouvrier français est relativement bas, le salaire économique, celui qui est payé effectivement par le bénéficiaire du travail est deux fois et demie à trois fois plus élevé et plus encore quand il s'agit de grands travaux payés par l'Etat; assurances sociales, impôts, intérêts bancaires et profit même réduit de l'employeur chargent cette addition fantastique, bien au-delà du total payé à l'étranger. Revenir là-dessus paraît impossible dans le climat politique actuel. Il faudra donc s'en tenir — ce qui est déjà très beau — à une dévaluation raisonnable pour laisser du champ à l'exportation — que l'on finance déjà par un dumping déguisé et malsain — et une stabilisation des prix proche du niveau actuel. Eveiller de plus vastes espoirs serait compromettre le succès final. Telle est l'opinion des observateurs qualifiés.